

Conseil européen

Services d'intérêt général. Si l'essentiel des travaux du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 a été consacré à la réforme des traités de l'Union européenne (UE), une partie essentielle de ses conclusions concerne les SIG. Outre la réforme des traités (cf. ci-dessous), on retiendra en particulier que le Conseil "attend la présentation à l'automne de l'examen du marché intérieur mené par la Commission, ainsi que des propositions qui l'accompagneront" (32), "le projet de directive relative à l'achèvement du marché intérieur des services postaux [...] devra garantir le financement d'un service universel efficace et de haute qualité" (33), "demande au conseil [des ministres transports] de prendre une décision concertée sur la mise en oeuvre [de Galileo] à l'automne 2007" (36), indique que "les travaux relatifs à la coordination des systèmes de sécurité sociale doivent être poursuivis", attend de la Commission "avec intérêt la communication sur la flexicurité" et "le rapport sur l'évaluation de la réalité sociale" (38), retient l'importance "de mettre en oeuvre de manière effective et rapide l'ensemble des volets du plan global d'action dans le domaine de l'énergie" et précise son "intention de soumettre les activités aériennes" au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre "sans porter atteinte à la compétitivité de ce secteur" (40), attend de la Commission, pour juin 2008, le "modèle d'évaluation de tous les coûts externes qui, à l'avenir servira de base pour le calcul des frais d'infrastructures" (42), invite la Commission à présenter en octobre 2007 "un plan d'action européen" en matière de politique maritime (43).

Réforme des traités. Le Conseil a décidé qu'une conférence intergouvernementale (CIG) serait convoquée d'ici la fin du mois de juillet et que celle-ci devrait achever ses travaux avant la fin 2007 "afin de laisser suffisamment de temps pour que le traité qui en sera issu soit ratifié avant les élections au Parlement européen de 2009". Le Conseil a arrêté de manière assez détaillée le contenu du mandat sur lequel devra travailler la CIG.

Contenu de ce mandat. Le principe d'un traité constitutionnel est abandonné et la réforme porte sur la modification des traités actuels. Le traité de l'Union européenne conserve son nom, le traité instituant la communauté européenne devient un traité sur le fonctionnement de l'UE, "les deux traités ont la même valeur juridique". Abandonnés, également, le titre de ministre des affaires étrangères de l'UE au profit d'un haut représentant, les termes de loi et loi-cadre au profit des termes actuels de règlements, directives et décisions, la mention des symboles de l'UE. Le contenu des nouveaux traités reprendra dans une mesure précisée par le mandat les innovations du traité constitutionnel.

Le traité de l'UE sera divisé en six titres ♦ dispositions communes dans lequel "la concurrence est libre et non faussée" ne figure plus dans les "objectifs" de l'UE, mais un protocole sur le marché intérieur et la concurrence est annexé disant que "les hautes parties contractantes, compte tenu du fait que le marché intérieur tel qu'il est défini à l'article 3 du traité sur l'Union européenne comprend un système garantissant que la concurrence n'est pas faussée, sont convenues que, à cet effet, l'Union prend, si nécessaire, des mesures dans le cadre des dispositions des traités, notamment l'article 308 du traité sur le fonctionnement de l'Union [donc à l'unanimité]" et que "l'article sur les droits fondamentaux contiendra une mention de la charte [...] .../...

The European Council

Services of general interest. Whereas most of the discussions at the European Council of 21st and 22nd June 2007 were devoted to the reform of the treaties of the European Union (EU), an essential part of its conclusions concerns SIGs. Thus, in addition to the reform of the treaties (cf. below), it will be noted, in particular, that the Council "looks forward to the presentation of the Commission's Single Market Review, together with accompanying proposals, in Autumn" (32), "the draft Directive on the achievement of the internal market of postal services will have to ensure the financing of an efficient and high-quality universal service [...]" (33), "asks the Council [of ministers of transports] to take an integrated decision on the implementation (of Galileo) in Autumn 2007" (36), points out that "work on coordination of the social security systems must be pursued", awaits from Commission "with a lot of interest, the communication on the flexicurité" and "the social reality stocktaking report" (38), stresses the importance "of implementing, effectively and swiftly, all aspects of the comprehensive energy Action Plan" and underlines its "intention to include aviation activities" in the energy trading system for the greenhouse gas emissions quotas "in a way that does not adversely affect competitiveness in this sector" (40), looks forward to the Commission's, "model for the assessment of all external costs to serve as a basis for future calculations of infrastructure charges" announced for no later than June 2008 (42), calls on the Commission to present, in October 2007, "a European action plan" on maritime policy (43).

Reform Treaty. The Council decided that an Intergovernmental Conference (IGC) be convened before the end of July and that it should complete its work before the end 2007 "in order to leave sufficient time so that the treaty which will result by it is ratified before the European Parliament elections in 2009". The Council has laid out, in detail, the content of the mandate on which the IGC will have to work.

Contents of this mandate. The principle of a constitutional treaty is abandoned and the reform adopted involves the modification of the current treaties. The Treaty on the European Union maintains its name, the Treaty establishing the European Community becomes The Treaty on the Functioning of the EU, "the two treaties have the same legal value". Also abandoned are, the title of the EU Minister for Foreign Affairs which is replaced by a High Representative, denominations "law" and "framework law" will be replaced by the current terms of regulations, directives and decisions, and, the mention of the symbols of the EU. The content of the new treaties will include, in accordance with the specification of the mandate, the innovations of the constitutional treaty.

The treaty of the EU will be divided into six Titles ♦ Common Provisions in which the fact that "competition is free and not distorted" is no longer mentioned in the "objectives" of the EU, instead, a protocol on internal market and competition which is annexed saying that "The High Contracting Parties, considering that the internal market as set out in Article 3 of the Treaty on European Union includes a system ensuring that competition is not distorted Have agreed that, to this end, the Union shall, if necessary, take action under the provisions of the Treaties, including under Article 308 of the Treaty on the Functioning of the Union [thus unanimously]" and that "The Article on fundamental rights will contain a cross reference to the Charter [...] .../...

à laquelle il conférera une valeur juridiquement contraignante et dont il définira le champ d'application" (hors le Royaume-Uni) ♦ dispositions relatives aux principes démocratiques qui dit que le "rôle [des parlements nationaux] sera encore renforcé par rapport aux dispositions agréées lors de la CIG de 2004" [bien que les dispositifs apparaissent incertains] ♦ dispositions relatives aux institutions qui reportent au 1^{er} novembre 2014 la modification du système de vote à la majorité qualifiée du Conseil et, dans certaines conditions, au 31 mars 2017 ♦ dispositions sur la coopération renforcée ♦ dispositions générales sur l'action de l'Union et dispositions spécifiques concernant la politique étrangère et de sécurité commune ♦ dispositions finales qui "contiendra en particulier un article sur la personnalité juridique de l'UE, un article sur le retrait volontaire de l'Union", un regroupement des procédures de révision des traités "cet article indiquera clairement, en son paragraphe sur la procédure de révision ordinaire, que les traités peuvent être révisés pour accroître ou pour réduire les compétences attribuées à l'Union".

Le traité sur le fonctionnement de l'UE, notamment, précise que "en ce qui concerne la question des services d'intérêt économique général (cf. l'article 16 **tel qu'amendé par la CIG de 2004**), un protocole sera annexé aux traités". Le texte du protocole est le suivant :

"Protocole sur les services d'intérêt général

Les hautes parties contractantes, souhaitant souligner l'importance des services d'intérêt général, sont convenues des dispositions interprétatives ci-après, qui seront annexées au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union :

Article premier : Les valeurs communes de l'Union concernant les services d'intérêt économique général au sens de l'article 16 du traité CE comprennent notamment:

- le rôle essentiel et la grande marge de manoeuvre des autorités nationales, régionales et locales dans la fourniture, la mise en service et l'organisation des services d'intérêt économique général d'une manière qui réponde autant que possible aux besoins des utilisateurs;
- la diversité des services d'intérêt économique général et les disparités qui peuvent exister au niveau des besoins et des préférences des utilisateurs en raison de situations géographiques, sociales ou culturelles différentes;
- un niveau élevé de qualité, de sécurité et d'accessibilité, l'égalité de traitement et la promotion de l'accès universel et des droits des utilisateurs;

Article 2 : Les dispositions des traités ne portent en aucune manière atteinte à la compétence des États membres relative à la fourniture, à la mise en service et à l'organisation de services non économiques d'intérêt général."

Texte des conclusions du Conseil sur

http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/press_data/fr/ec/94933.pdf

Nous reviendrons sur l'ensemble des conclusions du Conseil européen dans le prochain bulletin. La CIG devra en particulier faire l'objet d'un suivi vigilant par la société civile.

Lettre du CELSIG au Conseil européen

Avant la réunion du Conseil européen des 21-22 juin, le CELSIG a écrit le 10 juin dernier à la chancelière allemande en charge de la présidence de l'Union européenne pour souligner la nécessité de maintenir le contenu de l'article III-122 du traité constitutionnel dans le futur projet de traité que devra préparer la prochaine conférence intergouvernementale.

Lettre sur www.celsig.org

giving it a legally binding value and setting out the scope of its application" (outside the United Kingdom) ♦ provisions on democratic principles which say that the "their role [national parliaments] will be further enhanced as compared to the provisions agreed in the 2004 IGC" [even though the measures appear hesitant] ♦ provisions which defer, until 1st November 2014, the modification of the qualified majority voting system of the Council and, under certain conditions, until 31st March 2017 ♦ provisions on enhanced cooperation ♦ general provisions on the Union's external action and specific provisions on the common foreign and security policy ♦ final provisions which "will include, in particular the legal personality of the EU, an Article on voluntary withdrawal from the Union", a regrouping of the procedures for revising treaties "this Article will make it clear that the Treaties can be revised to increase or reduce the competences conferred upon the Union."

The Treaty on the Functioning of the EU, in particular, specifies that "on the issue of services of general economic interest (cf. Article 16, **as amended in the 2004 IGC**) a Protocol will be annexed to the Treaties.". Below is the text of the protocol:

"Protocol on services of general interest

"The High Contracting Parties, wishing to emphasise the importance of services of general interest, have agreed upon the following interpretative provisions, which shall be annexed to the Treaty on European Union and to the Treaty on the Functioning of the Union:

Article 1 :The shared values of the Union in respect of services of general economic interest within the meaning of Article 16 EC Treaty include in particular:

- the essential role and the wide discretion of national, regional and local authorities in providing, commissioning and organizing services of general economic interest as closely as possible to the needs of the users;
- the diversity between various services of general economic interest and the differences in the needs and preferences of users that may result from different geographical, social or cultural situations;
- a high level of quality, safety and affordability, equal treatment and the promotion of universal access and of user rights;

Article 2 :The provisions of the Treaties do not affect in any way the competence of Member States to provide, commission and organise non-economic services of general interest."

The Council's conclusions are available at:

http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/press_data/en/ec/94932.pdf

We will come back over all the European Council conclusions in the next bulletin. The IGC should, in particular, be closely observed by the Civil Society.

CELSIG's letter to the European Council

Before the European Council's meeting of 21st and 22nd June, CELSIG wrote, on 10th June, the German Chancellor, heading European Union presidency, to underline the need to maintain the contents of Article III-122 of the constitutional treaty in the future draft treaty which the next intergovernmental conference is to prepare.

The letter available at: www.celsig.org

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.